

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

Convocations

Assemblées d'actionnaires et de porteurs de parts

MADE

Société anonyme au capital de 256.330 euros.

Siège social : 167, impasse de la Garrigue à LA FARLEDE (83210)

381.537.604 R.C.S. TOULON

Avis de réunion valant avis de convocation

Mesdames, Messieurs les actionnaires de la société MADE sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 25 août 2025 à 10 heures, au siège social de la société 167, impasse de la Garrigue à LA FARLEDE (83210), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

- Modification des articles 13, 15 et 18 des statuts ;
- Suppression de l'article 14 des statuts ;
- Pouvoirs.

Projets des résolutions.

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'âge limite de nomination des administrateurs, du Président du Conseil d'Administration et des directeurs généraux délégués pour le porter à quatre-vingt (80) ans.

Dès lors, les articles 13, 15 et 18 des statuts sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 13 – CONSEIL D'ADMINISTRATION »

La société est administrée par un conseil d'administration composé de TROIS (3) membres au moins et de DIX-HUIT (18) membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion entre sociétés anonymes.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. En cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

Nul ne peut être nommé administrateur ou désigné en qualité de représentant permanent d'une personne morale administrateur, s'il ayant dépassé l'âge de QUATRE-VINGT (80) ans, sa nomination ou sa désignation en qualité de représentant permanent a pour effet de porter à plus du tiers (1/3) des membres du conseil, le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge.

Les représentants permanents des personnes morales administrateurs sont pris en compte, suivant leur âge, dans le calcul du tiers (1/3) du conseil.

La durée normale des fonctions des administrateurs est de six années ; toutefois, les administrateurs désignés en fin des présents statuts sont nommés pour trois ans.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin, soit à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire normalement le mandat dudit administrateur, s'il est le plus âgé, à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant constaté que le nombre d'administrateurs ou de représentants permanents ayant atteint l'âge de QUATRE-VINGT (80) ans est supérieur au tiers (1/3) des administrateurs en fonction. »

Le reste de l'article 13 demeure inchangé.

« ARTICLE 15 – PRESIDENCE ET BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration nomme, parmi ses membres personnes physiques, un président âgé de moins de QUATRE-VINGT (80) ans, dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Il est dénommé « président du conseil d'administration ».

Lorsque le président du conseil d'administration atteint l'âge de QUATRE-VINGT (80) ans, ses fonctions cessent de plein droit à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration, à moins que le conseil d'administration, réuni avant que l'intéressé ait atteint l'âge limite, ne décide, sur proposition de son président, de procéder à la nomination d'un nouveau président, auquel cas les fonctions cessent le jour même où l'âge limite est atteint. »

Le reste de l'article 15 demeure inchangé.

« ARTICLE 18 – DIRECTION GENERALE – DELEGATION DE POUVOIRS – SIGNATURE SOCIALE

Délégation de pouvoirs

Sur la proposition du président directeur général ou du directeur général, le conseil d'administration peut nommer des directeurs généraux délégués dans la limite maximale de cinq.

Les directeurs généraux délégués sont obligatoirement des personnes physiques ; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Ils doivent être âgés de moins de QUATRE-VINGT (80) ans.

Ils sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président directeur général ou du directeur général. Si la révocation est décidée sans juste motifs, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. En cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président directeur général ou directeur général.

En accord avec son président directeur général ou directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux délégués ; toutefois, la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers, vis-à-vis desquels les directeurs généraux délégués ont les mêmes pouvoirs que le président directeur général ou directeur général.

Les directeurs généraux délégués peuvent constituer tous mandataires, avec pouvoir de substituer, mais seulement pour des objets déterminés et pour une durée limitée.

Le conseil d'administration fixe la durée de leur mandat.

En outre, que le directeur général délégué soit ou non un administrateur, ses fonctions cessent, de plein droit, lorsqu'il atteint l'âge de QUATRE-VINGT (80) ans, à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration, à moins que le conseil d'administration, réuni avant que l'intéressé ait atteint l'âge limite, ne décide, sur proposition de son président directeur général ou directeur général, de procéder à la nomination d'un nouveau directeur général délégué ou de surseoir à cette nomination, auquel cas les fonctions de directeur général délégué cessent le jour où l'âge limite est atteint. »

Le reste de l'article 18 demeure inchangé.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de supprimer la nécessité, pour les administrateurs de la société, d'être propriétaire d'au moins une action de la société.

L'Assemblée Générale décide de supprimer l'article 14 des statuts et de modifier la numérotation des articles suivants en conséquence.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie, certifiée conforme à l'original, du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes formalités, d'enregistrement, de dépôt, de publicité et autres requises par les lois et règlements en vigueur.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister à l'Assemblée ou s'y faire représenter par un autre actionnaire, ou son conjoint ou d'y voter par correspondance, conformément à l'article 23 des statuts.

Pour cette Assemblée, il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de télécommunication ou de visioconférence et, de ce fait aucun site ne sera aménagé à cette fin.

Conformément à l'article R 225-86 du Code de Commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'inscription des titres au nom de l'actionnaire, au jour de l'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier, en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent choisir l'une des trois formules suivantes : Donner une procuration à leur conjoint ou à un autre actionnaire ; Adresser une procuration à la Société, sans indication de mandataire, étant entendu que dans cette hypothèse le président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions agréées par le Conseil d'Administration et un vote défavorable sur tous les autres projets de résolutions ; Voter par correspondance ;

Tout actionnaire souhaitant voter par procuration ou par correspondance peut solliciter par lettre recommandée AR, devant parvenir au siège de la Société, six jours au moins avant la date des Assemblées, un document unique comportant la formule de procuration et le formulaire de vote par correspondance. Ce document dûment complété et signé, devra ensuite être retourné à la Société au siège de la Société, accompagné de la justification de la qualité d'actionnaire, où il devra parvenir trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

L'actionnaire utilisant la faculté de voter par correspondance ne peut choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

Sur simple demande écrite adressée à la Société au siège de la Société, les actionnaires pourront obtenir la communication des documents préparatoires à l'Assemblée.

Conformément à la loi, tous les documents qui doivent être communiqués aux Assemblées Générales seront tenus dans les délais légaux à la disposition des actionnaires au siège social.

Les demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de ces Assemblées présentées par les actionnaires, dans les conditions de l'article R 225-73 du Code de Commerce, doivent être adressées, par lettre recommandée AR, jusqu'à 25 jours calendaires avant la tenue de l'Assemblée Générale. Les actionnaires doivent transmettre avec leur demande une attestation d'inscription en compte.

L'examen de la résolution est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, conformément aux dispositions de l'article R 225-71 du Code de Commerce.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour de l'assemblée à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentés par les actionnaires.

Le Commissaire aux comptes